
Rapport à la Chambre des Pairs.

Numéro d'inventaire : 2000.01302

Auteur(s) : Victor Cousin

Type de document : texte ou document administratif

Période de création : 2e quart 19e siècle

Date de création : 1833

Description : Feuilletés reliés par une ficelle.

Mesures : hauteur : 225 mm ; largeur : 140 mm

Notes : Rapport présenté à la séance du 21 mai 1833. Rapport fait par M. Cousin, au nom d'une commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi sur l'instruction primaire. Commission composée de MM. Cousin, le duc de Chillon, le duc Decazes, le comte de Germiny, Girod, de l'Ain, le marquis de Jaucourt, le marquis de Laplace, le comte Portalis et Villemain. Tampon de la bibliothèque du chateau de la Rocheguyon.

Mots-clés : Textes normatifs relatifs à l'enseignement en France (législation, débats, BO)

Filière : aucune

Niveau : aucun

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 79

IMPRESSIONS

N° 9.

1833.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 21 mai 1833.

RAPPORT

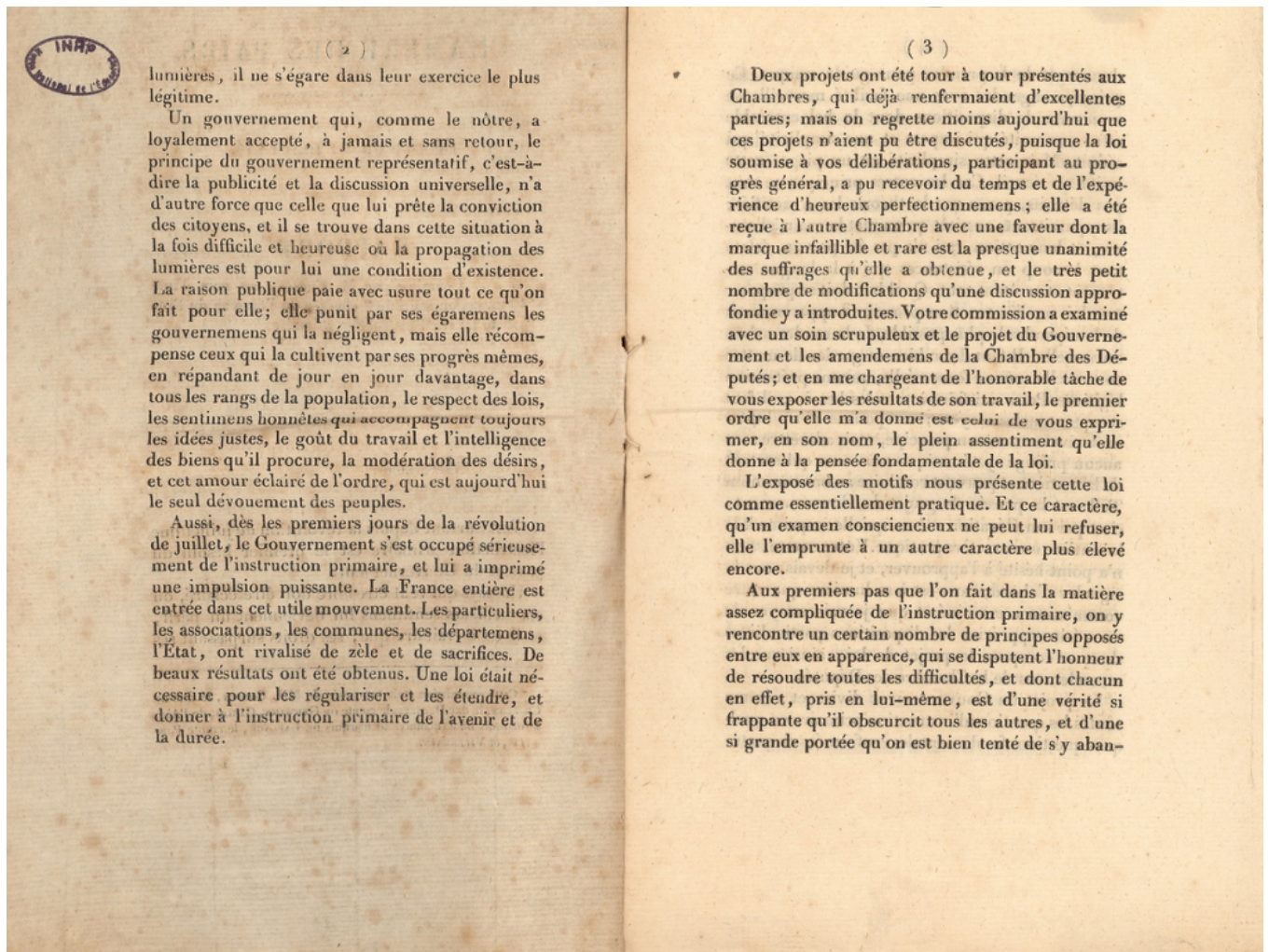
FAIT à la Chambre par M. COUSIN, au nom d'une Commission spéciale * chargée de l'examen du Projet de loi sur l'Instruction primaire.

MESSIEURS,

C'est surtout depuis la révolution de juillet que l'instruction primaire est le premier besoin du pays et du Gouvernement.

Un pays qui veut être libre doit être éclairé, ou ses meilleurs sentimens lui deviennent un péril, et il est à craindre que, ses droits surpassant ses

* Cette commission était composée de MM. COUSIN, le duc DE CRILLON, le duc DECAZES, le comte DE GERMINY, GIROD, de l'Ain, le marquis DE JAUCOURT, le marquis DE LAPLACE, le comte PORTALIS, et VILLEMAIN.



(4)

donner et de le prendre pour guide unique. Ce principe engendre avec une facilité merveilleuse une suite de dispositions dont le bel ensemble offre une unité qui impose et une simplicité qui séduit. Mais cette simplicité est un piège, cette unité un écueil. Car les autres principes ne sont pas détruits, parce que la théorie les a sacrifiés; ils reparaissent, aussitôt qu'on met la main à l'œuvre, et leur action, qui n'a pas été prévue, éclate tout à coup en résistances qui à la longue entravent et arrêtent tout. Quel but doit se proposer une loi sur l'instruction primaire? apparemment de la répandre le plus possible, de la rendre même universelle. Il faut donc bien se garder de mettre contre elle aucune force réelle, aucune prétention légitime. Pour satisfaire à tous les besoins, il faut accepter tous les moyens; ne repousser ni n'adopter exclusivement aucun principe, mais admettre sans aucun préjugé systématique tous ceux qui sortent de la matière et peuvent conduire au but commun. Telle est la pensée du projet du Gouvernement; c'est par son élévation même qu'elle imprime à la loi entière un caractère pratique. Votre commission n'a point hésité à l'approuver, et je devais vous la signaler d'abord; car c'est à sa lumière que votre commission a examiné et que je vais essayer de vous faire apprécier les dispositions particulières dont se compose le projet de loi, ainsi que les amendemens de la Chambre des Députés.

Le projet du Gouvernement divise et résume toutes les questions d'instruction primaire en quelques questions fondamentales renfermées en quatre

(5)

titres distincts. Le titre I^{er} traite des objets que doit embrasser l'instruction primaire; le titre II et le titre III déterminent la nature des écoles auxquelles cette instruction doit être confiée; et le titre IV établit les autorités qui doivent y être préposées. Il y avait un titre V sur les écoles spéciales de filles, mais la Chambre des Députés, d'accord avec le Gouvernement, l'a retranché: je vais parcourir successivement ces différens titres.

Le titre I^{er} renferme la question la plus grave de l'instruction primaire. Multipliez ou diminuez les objets que doit embrasser l'instruction primaire, étendez-la ou resserrez-la, et il lui faudra d'autres maîtres, elle exigera d'autres dépenses et peut-être d'autres autorités. Mais cette question n'est pas seulement importante par son influence sur toutes les autres; ce n'est pas moins, Messieurs, qu'une question sociale. Si l'instruction primaire doit être universelle, la société est au plus haut degré intéressée dans la détermination de la portée et de la limite de l'instruction donnée à tous. La loi de 1791 (1) parlait seulement *des parties de l'enseignement indispensables pour tous les hommes*. Mais c'est là ne rien dire, et c'est se taire précisément sur le problème fondamental. La définition des objets de l'instruction primaire n'est pas un de ces détails qui doivent être livrés à l'administration: il n'y a pas une matière qui soit plus essentiellement législative, et la diffi-

(1) Assemblée constituante, loi des 3 et 14 septembre 1791.